



HAL
open science

Kazakhstan

Stéphane de Tapia, Julien Thorez

► **To cite this version:**

Stéphane de Tapia, Julien Thorez. Kazakhstan. Gildas Simon. Dictionnaire des migrations internationales - approche géohistorique, Armand Colin, pp. 642-645, 2015. hal-01484648

HAL Id: hal-01484648

<https://hal.science/hal-01484648>

Submitted on 7 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

S. de Tapia, J. Thorez, 2015, « Kazakhstan », in G. Simon (dir.), *Dictionnaire des migrations internationales – approche géohistorique*, Paris, A. Colin, pp. 642 – 645.

Kazakhstan

Stéphane de Tapia
Géographe
Professeur à l'Université de Strasbourg

Julien Thorez
Géographe
Chargé de recherche au CNRS
Mondes iranien et indien

Le Kazakhstan est le plus vaste des Etats d'Asie centrale. Fondé au cours de la réforme territoriale menée par le pouvoir soviétique dans les années 1920 et 1930, il connaît depuis 1991 une existence inédite en tant qu'Etat indépendant. Bordé par la mer Caspienne, à l'ouest, il est frontalier de la Russie d'Europe au nord-ouest, de la Sibérie au nord-est, de la Chine, à l'est, et du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan, au sud. L'histoire migratoire moderne et contemporaine du Kazakhstan accompagne les changements politiques, économiques et sociaux survenus depuis les débuts de l'expansion de l'Empire russe dans la steppe au XVIII^e siècle. Après être devenue une terre de peuplement volontaire, encadré ou forcé d'immigration, le Kazakhstan a connu un renversement de sa dynamique migratoire à la fin des années 1960, qui a culminé de la fin des années 1980 au début des années 2000 par une période d'émigration massive des Russophones, catégorie qui désigne, par extension, l'ensemble des populations arrivées en Asie centrale dans le cadre des politiques de peuplement menées durant les périodes tsariste et soviétique indépendamment de leur origine ethnique. Depuis, le pays redevient un pays d'immigration. Faisant du Kazakhstan le principal pays récepteur de main d'œuvre dans le système migratoire centre-asiatique, les migrations internationales apparaissent aujourd'hui comme un marqueur explicite du statut acquis par le pays comme première puissance économique et géopolitique de l'Asie centrale.

Sous la houlette du président N. Nazarbaev, qui le dirige depuis la fin de la période soviétique, le pays a en effet fondé son développement sur l'exploitation des importantes richesses de son sous-sol (hydrocarbures, uranium, charbon, fer, etc.), bien que les autorités souhaitent diversifier l'économie nationale, en encourageant les services et l'agriculture. Après avoir subi une récession sévère dans les années 1990, il connaît depuis les années 2000, une croissance rapide. Enclavé, le Kazakhstan mène une politique visant à renforcer les formes d'intégration régionale, à l'échelle du monde post-soviétique, à travers notamment sa participation à une union économique commune avec la Russie et la Biélorussie, et à l'échelle asiatique, en conduisant une politique étrangère multi-vectorielle. Dans le même temps, l'Etat

kazakhstanais, qui a adopté une idéologie capitaliste nationale en remplacement de la doctrine socialiste soviétique, s'attache à renforcer la cohésion nationale. Dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, il a ainsi été décidé de transférer en 1997 la capitale d'Almaty, au sud-est, à Astana (ex-Tselinograd, ex-Akmola), au centre-nord, pour inscrire dans le territoire le changement politique fondamental que fut l'accession à l'indépendance et pour asseoir la souveraineté kazakhstanaise sur des régions potentiellement revendiquées par les mouvements nationalistes russes.

1. Immigration

La population kazakhstanaise, qui comprend 63 % de Kazakhs, turcophones et musulmans, compte 16 millions d'habitants au recensement de 2009. Aussi la densité est-elle très faible (5,9 hab/km²). Les principaux foyers de peuplement sont localisés de part et d'autre des régions centrales qui furent le domaine des pasteurs nomades kazakhs jusqu'à la sédentarisation survenue par étapes aux périodes tsariste et soviétique. Malgré l'implantation dans les steppes et le désert, de villes industrielles, telles Karaganda ou Zhezkazgan, au cours de la période soviétique, le peuplement est plus dense au sud, dans les oasis de piémont et de vallée où l'on produit des fruits, des légumes mais également du tabac et du coton, et au nord, dans le prolongement du foyer sibérien, où de vastes opérations d'aménagement conduites au XX^e siècle ont favorisé dans ces « Terres vierges » la production de céréales.

1.1. L'intégration des steppes dans l'Empire russe et l'établissement d'une colonie de peuplement

Plusieurs vagues d'immigration se sont succédé après l'extension de l'Empire tsariste puis après l'implantation du pouvoir soviétique dans les steppes kazakhs. À la fin de la période impériale, l'abolition du servage en 1861 puis les réformes de Stolypine en 1906, qui transformèrent les structures agricoles et rurales de la Russie, entraînèrent l'arrivée de nombreux colons, de même qu'en Sibérie voisine. De 1870 à 1906, 512 000 migrants, notamment cosaques, s'installèrent au Kazakhstan, essentiellement dans les régions septentrionales, puis encore 714 000 entre 1906 et 1914. Ils s'implantèrent dans les villes développées par l'administration coloniale (Vernyj (future Almaty), Petropavlovsk, Semipalatinsk, Akmolinsk, etc.) mais également dans les campagnes où leur présence affecta considérablement le pastoralisme mobile des Kazakhs.

Cette dynamique migratoire se poursuit au cours de la période soviétique, jusqu'en 1968. D'une part, le développement de l'activité minière et industrielle a attiré une main d'œuvre originaire des régions européennes de l'URSS (Russie, Ukraine, Biélorussie) fuyant l'avancée de l'armée nazie, ou souhaitant quitter des campagnes paupérisées, bénéficier des perspectives d'ascension sociale liées au statut de travailleur de la mine ou de l'industrie ou participer au projet politique soviétique. La mise en valeur des "Terres Vierges", programme emblématique de la période khrouchtchévienne débuté en 1954, s'est ainsi accompagnée de l'arrivée dans les régions céréalières du nord du Kazakhstan de plus d'un million de migrants en une dizaine d'années.

1.2. Le Kazakhstan: un des espaces de relégation et de déportation de l'Union soviétique

Le Kazakhstan fut par ailleurs l'un des principaux lieux de relégation et de déportation des populations réprimées pendant la période stalinienne. À partir de 1929, il reçut des populations dékoulakisées de Russie et d'Ukraine qui furent assignées à résidence dans des villages de « déplacés spéciaux » ainsi que des prisonniers, moins nombreux, incarcérés dans les nombreuses structures gérées par l'administration pénitentiaire (*Gulag*). Puis, de 1932 à la fin de la seconde guerre mondiale, le Kazakhstan accueille des peuples déplacés par les autorités staliniennes, d'abord dans le cadre de la politique de nettoyage ethnique des frontières européennes et asiatiques puis, pendant la guerre, dans le cadre des opérations de répression des peuples soupçonnés de collaboration avec l'ennemi nazi, *i.e.* des « peuples punis ». C'est ainsi que furent contraints de migrer au Kazakhstan, Polonais, Coréens, Kurdes, Arméniens, Grecs, Allemands de la Volga, Kalmouks, Karatchaïs, Tatars de Crimée, Tchétchènes, Ingouches, Turcs Meskhètes de Géorgie. En 1946, le pays abritait plus de 900 000 déportés, dont 440 000 Allemands, 400 000 Nord-Caucasiens et 95 000 Coréens déplacés depuis l'Extrême-Orient soviétique, région alors menacée par l'expansionnisme japonais. Les peuples déportés furent réhabilités après la fin du stalinisme, mais certaines populations, tels les Allemands ou les Meskhètes, n'obtinrent pas l'autorisation de rentrer dans leur région d'origine.

Plus qu'aucune autre république soviétique, le Kazakhstan a été façonné par la succession de ces différentes séquences d'immigration. Et les Kazakhs, qui subirent famine et exode pendant la collectivisation-sédentarisation au début des années 1930, furent minoritaires dans leur république des années 1930 aux années 1990. Au recensement de 1959, les Kazakhs ne comptaient plus que pour 30 % des effectifs de la population, contre plus de 70 % au recensement de 1897 et près de 60 % à celui de 1926.

1.3. Un pays attractif : entre retour des Kazakhs de la diaspora et immigration des travailleurs centre-asiatiques

Si les flux d'immigration se sont réduits au début des années 1990, en particulier en provenance de la Russie, le Kazakhstan accueille officiellement depuis 1994 entre 35 000 et 75 000 migrants chaque année. De ce fait, le solde migratoire est positif depuis 2004, alors que les migrants saisonniers et temporaires originaires d'Ouzbékistan et du Kirghizstan, qui sont pourtant plusieurs centaines de milliers, n'apparaissent pas dans les statistiques. Parmi les immigrés, les Kazakhs sont désormais majoritaires, notamment parce que l'Etat mène une politique d'aide au retour des Kazakhs qui résident à l'étranger, du fait du tracé des frontières, qui ne correspond pas à la carte du peuplement, ou de la fuite de leurs ancêtres au début de la période soviétique, notamment durant le terrible épisode de famine consécutif à la collectivisation-sédentarisation (1932-1933) pendant lequel périrent un tiers des Kazakhs. Depuis 1991, les *oralman* – du verbe *oral-u* « retourner », « revenir » - de la « diaspora » et de l'« irredenta » ont été autour de 800 000 à s'implanter au Kazakhstan, principalement en provenance d'Ouzbékistan, de Mongolie, de Chine et de Russie, les arrivées ayant été moins nombreuses depuis la Turquie ou l'Iran. Ils bénéficient d'un programme gouvernemental d'aide à l'installation, portant sur le logement, le travail, l'éducation. Mais, plus kazakhophones, plus religieux et plus conservateurs que la majorité d'une population très russifiée par l'histoire contemporaine, les *oralman* originaires des pays de « l'étranger lointain », en particulier de Mongolie, peinent à s'intégrer dans la société kazakhstanaise, d'autant que leur niveau de qualification est souvent faible. En revanche, ils contribuent à la

kazakhisation de la société du point de vue démographique et culturel. Aux yeux des autorités, ces *oralman* sont porteurs d'une culture kazakhe nomade préservée de la soviétisation devant favoriser l'épanouissement de la « conscience » et de la « spiritualité » nationales.

Parallèlement à cette immigration ethnique, le Kazakhstan est la destination de migrants économiques. Depuis le début des années 2000, le pays accueille des travailleurs centre-asiatiques. S'il est difficile de chiffrer cette mobilité saisonnière et temporaire, plusieurs centaines de milliers de travailleurs originaires d'Ouzbékistan, du Kirghizstan et, secondairement, du Tadjikistan sont employés dans les secteurs de la construction, de l'industrie, du commerce, de la restauration ou de l'agriculture. Instrumentalisant les différentiels frontaliers apparus depuis la disparition de l'URSS, ces migrants se rendent sans difficulté au Kazakhstan voisin. Outre la proximité, l'existence de nombreuses liaisons par autocars et par taxis collectifs entre le nord du Kirghizstan et le Kazakhstan, d'une part, et entre le principal poste-frontière Ouzbékistan-Kazakhstan et les villes kazakhstanaïses, d'autre part, permet aux migrants de circuler aisément entre leur résidence et leur lieu de travail, d'autant que le Kazakhstan n'exige pas de visa pour entrer sur son territoire. Au Kazakhstan, ils travaillent essentiellement dans les grandes villes – à Astana, la capitale politique, à Almaty, la capitale économique –, dans les régions pétrolières du bassin caspien et dans les régions méridionales, où les besoins de main d'œuvre sont importants dans l'agriculture. Alors que la population active s'était réduite dans les années 1990 du fait de l'émigration des populations russophones, ces migrants contribuent à l'essor économique du pays.

Les perspectives de croissance économique, conjuguées avec l'ouverture des frontières, ont aussi incité des entrepreneurs étrangers, notamment turcs et chinois, à s'implanter au Kazakhstan. Environ 10 000 Turcs seraient présents dans le pays, certains secteurs, tels le BTP, mobilisant des travailleurs sous la forme de migrations alternantes, d'autres (commerce, restauration) reposant sur une installation permanente au Kazakhstan également liée à la redécouverte de la turcité et à la diffusion de l'islam. Depuis le début des années 2000, la présence de Chinois est également plus importante, notamment dans l'extraction des matières premières et dans le commerce. Parallèlement aux investissements de CNPC (China National Petroleum Corporation) dans la production d'hydrocarbures, des investisseurs se sont ainsi installés dans les bazars, par exemple sur le marché de Barakholka à Almaty.

Deux décennies après son indépendance, le Kazakhstan est devenu le principal pays d'immigration du centre de l'Asie, après avoir connu des migrations post-coloniales exacerbées ayant conduit à un repli démographique. Entre immigration ethnique et immigration économique, entre flux régionaux et flux globaux, cette nouvelle dynamique migratoire contribue à l'insertion du Kazakhstan dans la mondialisation.

2. Émigration

2.1. Le départ des populations « russophones »

Après la longue période pendant laquelle le Kazakhstan fut une terre d'immigration, le solde migratoire est devenu négatif à la fin des années 1960 en raison de l'émigration des populations russophones. Certains auteurs établissent une continuité entre ce renversement de

la dynamique migratoire survenu dans l'URSS brejnévienne et la vague d'émigration post-soviétique, considérant qu'une décolonisation silencieuse a précédé la disparition de l'URSS, comme les autres pays centre-asiatiques. Toutefois, la généralisation des migrations à l'ensemble des classes d'âge et des groupes sociaux au moment où elles devenaient internationales a constitué une rupture entre les deux périodes, tandis que le nouveau contexte politique, économique et social a incité des auteurs à qualifier pendant les années 1990 l'émigration des Russophones de mobilité contrainte. Quoiqu'il en soit, le flux de départs a été très intense de la fin de la période soviétique au début des années 2000, avec un pic en 1994, quand 480 000 Kazakhs ont définitivement quitté le pays. Entre 1989 et 2003, 3,697 millions de personnes ont ainsi émigré, soit 22 % de la population recensée en 1989. Les populations allochtones ont massivement migré, d'une part, vers leurs « patries historiques », de sorte que la Russie fut la principale destination des migrants, suivie par l'Allemagne, d'autre part, vers des pays développés d'Europe et d'Amérique du Nord. Après une longue période d'entrave à la mobilité internationale (excepté la parenthèse des années 1970), les autorités soviétiques ont en effet autorisé l'émigration à partir de 1987, avant que les autorités kazakhstanaïses ne renforcent cette dynamique d'ouverture. En 1988 et 1989, 23 600 et 53 000 Soviétiques du Kazakhstan ont ainsi pu quitter l'URSS, principalement pour l'Allemagne. La libéralisation des migrations internationales a donc conduit à une diversification des flux d'émigration, quoique ces derniers demeurent principalement régionaux.

Si les départs des populations russophones sont aujourd'hui peu nombreux – en 2011, seulement 23 000 Russes ont émigré –, l'ampleur de l'émigration de la fin des années 1980 au début des années 2000 s'explique par les difficultés rencontrées par les populations allochtones dans le contexte de la crise de l'indépendance, outre leur volonté de rentrer dans leur pays d'origine, réel ou supposé. La crise économique survenue dans les années 1990 a fortement touché les populations russophones, notamment dans les régions industrielles dont l'appareil productif se révéla inadapté au nouveau contexte économique. Ses conséquences sociales furent d'autant plus sensibles que l'affirmation de la nation indépendante s'est traduite par une « kazakhisation » de l'appareil idéologique, politique et technique qui a été négativement perçue par des Russophones dont la place centrale dans la société et l'Etat avait été dénoncée par un mouvement nationaliste kazakh en 1986. Expression de la complexité des recompositions politiques et identitaires, l'Etat mène pourtant parallèlement une politique valorisant la dimension multiethnique de la société. En tout état de cause, la dégradation du statut social des populations allochtones, qui a surtout concerné les Russes, a néanmoins encouragé l'émigration, de même que la rupture du lien politique et symbolique avec les autorités de Moscou.

Cette vague d'émigration, qui s'est atténuée depuis que le pays enregistre une forte croissance économique, a entraîné un rapide repli de l'ensemble des populations allochtones et l'homogénéisation ethnique de la société : entre les recensements de 1989 et de 2009, les Russes ont vu leurs effectifs se réduire de 6,227 (37,4 % de la population totale) à 3,793 millions (23,7 %), les Allemands de 957 000 (5,8 %) à 178 000 (1,1 %), les Ukrainiens, de 896 000 à 333 000, les Tatars, de 327 000 à 204 000 pendant que les effectifs des Kazakhs passaient de 6 534 000 (40,1 %) à 10 096 000 (63,1 %). Par ailleurs, l'intensité de la vague d'émigration a été telle que le déficit migratoire a entraîné un recul de la population entre 1993 et 2002. La population a ainsi diminué de 16,464 à 14,953 millions d'habitants entre les recensements de 1989 et de 1999. Cette crise démographique a pris des proportions catastrophiques dans les régions centrales et septentrionales, dans les villages et dans les villes minières et industrielles. Ainsi la ville de Karaganda et ses satellites Chakhtinsk et Saran ont

perdu le tiers de leur population au cours des années 1990, l'émigration des habitants russophones s'accompagnant de l'abandon et de la ruine de nombreux immeubles et de certains quartiers.

Bibliographie

Alekseenko N.V., Alekseenko, A.N. (1999), *Naselenie Kazahstana za 100 let (1897-1997)* [La population du Kazakhstan (1897-1997)]. Ust-Kamenogorsk, 158 p.

Laitin David (1998), *Identity in Formation, the Russian-speaking Population in the Near Abroad*. Ithaca-London, Cornell University Press, 417 p.

Laruelle Marlène, Peyrouse Sébastien (2004), *Les Russes du Kazakhstan*. Paris, Maisonneuve & Larose - IFEAC, 354 p.

Mendykulova G.M. (2006), *Kazahskaâ Diaspora. Istoriâ i sovremennost'* [La diaspora kazakhe. Passé et présent]. Almaty, 343 p.

Ohayon Isabelle (2004), La déportation des peuples vers l'Asie centrale in Pietro Causarano et Alii (dir.), *Le XX^e siècle des guerres*. Paris, Éditions de l'Atelier, pp. 171-17.

Sadovskaâ E.Û (2009), Kazakhstan v central'noaziatskoj migracionnoj subsisteme [Le Kazakhstan dans le sous-système migratoire centre-asiatique] in Ž.A Zajonckovkaâ, G. S. Vitkovskaâ Édts., *Postsovetskie transformacii : otrâženie v migraciâh* [Les transformations post-soviétiques au miroir des migrations]. Moscou, Adamant, pp. 279-321.

Tapia (de) Stéphane (2012), Le compartiment centre-asiatique et azerbaïjanais du champ migratoire turc : entre économie et politique. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 43 (1-2), pp. 229-249.

Tinguy (de) Anne (2004), *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*. Paris, Plon, 662 p.

Thorez Julien (2009), « Хорошо где нас нет » ! L'émigration des « Russophones » d'Asie centrale. *EchoGéo*, 20 p., <http://echogeo.revues.org/11212>